

**Quatorzième Conférence annuelle
des Hautes Parties contractantes au Protocole II
modifié annexé à la Convention sur l'interdiction
ou la limitation de l'emploi de certaines armes
classiques qui peuvent être considérées comme
produisant des effets traumatiques excessifs
ou comme frappant sans discrimination**

31 août 2012
Français
Original: anglais

Genève, 14 novembre 2012
Point 9 de l'ordre du jour provisoire
Examen du fonctionnement et de l'état du Protocole

**Rapport sur le fonctionnement et l'état du Protocole;
questions que soulèvent les rapports présentés
par les Hautes Parties contractantes conformément
au paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole II modifié;
et évolution des technologies, aux fins de la protection
de la population civile contre les effets des mines qui frappent
sans discrimination**

Rapport présenté par le Coordonnateur¹

I. Introduction

1. La réunion de 2012 du Groupe d'experts a été l'occasion de poursuivre les débats sur le fonctionnement et l'état du Protocole II modifié; les questions que soulèvent les rapports nationaux et l'évolution des technologies, aux fins de la protection de la population civile contre les effets des mines qui frappent sans discrimination, conformément au mandat énoncé dans le document final de la treizième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié (CCW/AP.II/CONF.13/6, par. 24).

2. En 2011, la treizième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes a pris les décisions suivantes:

a) Le Groupe d'experts continuera d'examiner le fonctionnement et l'état du Protocole et de se pencher sur les questions que soulèvent les rapports des Hautes Parties contractantes ainsi que sur l'évolution des technologies aux fins de la protection de la population civile contre les effets des mines qui frappent sans discrimination;

¹ Conformément à la décision pertinente de la treizième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié, telle qu'elle est reproduite au paragraphe 30 de son document final (CCW/AP.II/CONF.13/6), M. Jesus S. Domingo (Philippines), en sa qualité de Coordonnateur, a dirigé les travaux sur le fonctionnement et l'état du Protocole; les questions que soulèvent les rapports présentés par les Hautes Parties contractantes conformément au paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole II modifié; et l'évolution des technologies, aux fins de la protection de la population civile contre les effets des mines qui frappent sans discrimination.

b) Le Plan d'action visant à promouvoir l'universalité de la Convention et des Protocoles y annexés est le mécanisme pertinent pour renforcer l'intérêt porté à ces instruments par les États non parties. Sur cette base, la Conférence encourage les États parties et l'Unité d'appui à l'application à intensifier leurs efforts pour appliquer ledit plan d'action, en particulier en organisant davantage de séminaires nationaux et régionaux visant à promouvoir et à faire mieux comprendre la Convention et ses Protocoles;

c) Les Hautes Parties contractantes à la Convention poursuivront leurs contacts avec les Hautes Parties contractantes au Protocole II initial qui ne sont pas encore parties au Protocole II modifié pour les encourager à le devenir, et faciliter ainsi l'extinction du Protocole II initial. Toute mesure relative à l'extinction du Protocole II initial devra être prise avec l'accord des Hautes Parties contractantes audit Protocole;

d) Le Groupe d'experts analysera l'exécution, par les États parties, de leur obligation de présenter des rapports annuels nationaux et étudiera le contenu de ceux-ci en se penchant sur l'information présentée sous la Formule B, «Démunage et programmes de réadaptation».

II. Organisation et travaux de la réunion du Groupe d'experts de 2012

3. Le Groupe d'experts, réuni les 23 et 24 avril 2012, a mené plus avant les discussions qui avaient eu lieu l'année précédente. Les États parties ont été encouragés à communiquer leurs vues sur les moyens de donner une impulsion au Protocole II modifié et de promouvoir son universalité, sur la présentation de rapports nationaux, sur l'évolution des technologies, aux fins de la protection de la population civile contre les effets des mines qui frappent sans discrimination ainsi que sur toute autre question que pourrait examiner le Groupe d'experts.

A. Universalisation du Protocole II modifié

4. Le Groupe d'experts a axé ses travaux sur les efforts faits en faveur de l'universalisation du Protocole II modifié dans le cadre de l'exécution du Plan d'action accéléré pour l'universalisation de la Convention et des Protocoles y annexés, décision prise par la quatrième Conférence d'examen de 2011. Certains États parties ont communiqué des informations sur les initiatives qu'ils avaient prises pour promouvoir l'universalisation du Protocole aux niveaux national, régional, sous-régional et international. Le Coordonnateur a aussi encouragé les États observateurs à communiquer des informations sur leur intention de consentir à être liés par le Protocole II modifié, ou sur les difficultés et obstacles potentiels qui les empêchaient de le faire.

5. Le Groupe a fait observer que le nombre d'États parties au Protocole avait régulièrement augmenté depuis la première Conférence annuelle, tenue en 1999. À la date de la réunion du Groupe, ce nombre s'établissait à 98. Depuis la treizième Conférence annuelle, le Monténégro est l'État ayant le plus récemment adhéré au Protocole le 30 décembre 2011.

6. Le Groupe a appelé les États parties à intensifier leurs efforts pour promouvoir l'universalité du Protocole et s'est félicité des efforts faits à cette fin par le Président de la treizième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié.

B. État du Protocole II initial

7. Les débats menés sous cette rubrique, qui concernaient les efforts déployés en vue de l'universalisation du Protocole II modifié, notamment dans le cadre de la stratégie globale d'universalisation de la Convention et des Protocoles y annexés, ont plus particulièrement porté sur le caractère de plus en plus inadapté du Protocole II initial. Le Coordonnateur a répété que les limites du Protocole II initial étaient déjà évidentes au début des années 1990 parce qu'il ne permettait pas de répondre aux préoccupations humanitaires suscitées par l'emploi massif de mines terrestres antipersonnel. De plus, la structure de la Convention était complexe, avec son amendement de l'article premier et ses cinq Protocoles y annexés, dont l'un avait été modifié. Il y avait là une source de confusion pour les États, particulièrement ceux qui n'étaient pas parties à la Convention. Le Coordonnateur a axé ses efforts sur les quelques États restants qui étaient parties au Protocole II initial mais qui n'avaient pas encore consenti à être liés par le Protocole II modifié.

8. Le Coordonnateur a indiqué qu'il avait mené des consultations avec les 10 États restants qui étaient parties au Protocole II initial mais qui n'avaient pas adhéré au Protocole II modifié². Le but de ces consultations était, d'une part, d'engager un dialogue fructueux sur la meilleure façon possible de parer au caractère inadapté du Protocole II initial et, d'autre part, de trouver des moyens d'encourager au mieux ces pays à envisager de devenir parties au Protocole II modifié. Les points ci-après sont ressortis des consultations:

a) Tous les États en question étaient encore en train d'examiner la question au plan interne par l'intermédiaire des institutions et administrations nationales compétentes. La plupart des États ont dit qu'ils avaient besoin de plus de temps à cette fin et sont convenus de présenter à nouveau leurs vues sur ce point au Coordonnateur en temps voulu avant ou après la quatrième Conférence annuelle;

b) Deux États ont indiqué qu'ils restaient fortement opposés à l'idée même de l'extinction du Protocole II initial et souligné que si cette mesure devait être décidée, c'était avec l'accord de tous les États parties au Protocole II. En outre, certains États étaient encore en train de régler leur différend sur des questions territoriales avec des États voisins, aussi faudrait-il plus de temps pour parvenir à une position concertée sur cette question;

c) Un État a proposé un plan de «suppression progressive» à long terme qui devait encore être examiné dans le détail par les États parties au Protocole II initial. L'idée, c'était qu'il importait de procéder par étapes pour que les États examinent la question de manière plus exhaustive. Pour aller progressivement, il faudrait fixer des délais réalistes en se donnant par exemple jusqu'à la Conférence d'examen suivante, car les aspects politiques, juridiques, économiques et financiers connexes devaient être examinés de manière approfondie. La «feuille de route» ainsi proposée devrait viser pour commencer à dégager un accord sur la nature du problème et, dans un deuxième temps, sur la solution progressive à lui apporter;

d) La possibilité a été envisagée de mettre un terme aux adhésions au Protocole II initial à l'avenir et d'encourager les États à adhérer plutôt au Protocole II modifié. Dans ce contexte, tant que le Protocole II resterait en vigueur, il serait juridiquement possible aux nouveaux États qui adhéraient à la Convention d'adhérer aussi à ce Protocole conformément au paragraphe 3 de l'article 4 de la Convention³. Trois Hautes

² Cuba, Djibouti, Lesotho, Maurice, Mexique, Mongolie, Ouganda, Ouzbékistan, République démocratique populaire lao et Togo. Le Burundi a récemment adhéré au Protocole II le 13 juillet 2012.

³ Par. 3 de l'article 4 de la Convention: «Chaque État pourra accepter d'être lié par l'un quelconque des Protocoles annexés à la présente Convention, à condition qu'au moment du dépôt de son instrument

Parties contractantes au Protocole II, qui n'avaient pas encore accédé au Protocole II modifié, avaient ratifié le Protocole initial après l'entrée en vigueur de l'instrument modifié. On peut également citer l'exemple récent du Burundi qui a adhéré à la Convention, au Protocole II et au Protocole V le 13 juillet 2012.

9. Le Groupe est convenu que les Hautes Parties contractantes à la Convention devraient poursuivre leurs contacts avec les Hautes Parties contractantes au Protocole II initial qui n'étaient pas encore parties au Protocole II modifié en application du mandat. Il a aussi souligné que toute mesure relative à l'extinction du Protocole II initial devrait être prise avec l'accord des Hautes Parties contractantes audit Protocole.

C. Application du Protocole II modifié

10. Plusieurs États parties ont communiqué des informations sur les mesures qu'ils avaient prises au niveau national pour appliquer les dispositions du Protocole II modifié. Certaines délégations qui disposaient de ressources suffisantes et d'une vaste expérience de l'appui à d'autres pays dans la lutte antiminées se sont dites prêtes à épauler les États parties qui avaient besoin d'aide pour remplir leurs obligations en vertu du Protocole.

D. Questions que soulèvent les rapports annuels nationaux

11. La présentation de rapports annuels nationaux est une obligation juridique en vertu du Protocole II modifié. La nouvelle date de soumission, ainsi qu'il en a été décidé à la douzième Conférence annuelle de 2010, est le 31 mars de chaque année. Cette date a été synchronisée avec la date limite de soumission des rapports au titre du Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre et les rapports annuels sur l'application de la Convention, de sorte que les rapports annuels nationaux pourront être disponibles en temps voulu pour être examinés par le Groupe d'experts. Le Coordonnateur a en outre encouragé les États parties qui ne l'ont pas encore fait à s'acquitter de leurs obligations juridiques et à soumettre leurs rapports nationaux annuels initiaux.

12. Les Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié s'étaient efforcées de s'acquitter de leur obligation de présenter des rapports. Sur les 98 Hautes Parties contractantes, pas moins de 41 rapports annuels nationaux avaient été reçus par le Secrétariat au cours de la réunion du Groupe d'experts. Ce nombre était ensuite passé à 51 à la date d'établissement du présent rapport. L'expérience montre que le nombre de communications augmente habituellement à l'approche de la date de la conférence annuelle.

13. Le Coordonnateur a annoncé que, comme les années précédentes, le Service de l'action antiminées de l'ONU (UNMAS) serait prêt à aider les États parties qui rencontraient des difficultés pour recueillir les données et informations nécessaires et établir et soumettre les rapports annuels nationaux et à coopérer avec eux à cet égard.

E. Analyse des rapports annuels nationaux: Formule B, «Déminage et programmes de réadaptation»

14. L'analyse effectuée chaque année des diverses formules de présentation de rapports vise à améliorer la qualité des rapports et des informations figurant dans les formules

de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion de la présente Convention, il notifie au Dépositaire son consentement à être lié par deux au moins de ces Protocoles.».

soumises. En outre, il serait bon de comparer les soumissions des rapports annuels nationaux avec le guide pour la présentation des rapports consultable sur le site Web de la Convention pour comprendre comment les États s'acquittent de leurs obligations en la matière. Si l'on en juge par les formules communiquées et le contenu des informations fournies, les États parties devraient pouvoir déterminer si les rapports sont suffisamment détaillés et comportent les renseignements demandés. Cette année, le Groupe est chargé d'analyser la Formule B «Déminage et programmes de réadaptation».

15. Les Hautes Parties contractantes sont tenues de rendre compte du déminage et des programmes de réadaptation qui ont été mis en œuvre pendant la période visée par le rapport. Elles sont responsables de toutes les armes existantes placées sous leur contrôle auxquelles le Protocole s'applique. Le déminage après la cessation des hostilités actives fait partie de leurs obligations de base.

16. Les renseignements sur les programmes de déminage portent notamment sur les points suivants: gestion de l'information; données et informations disponibles; estimation de la surface des zones touchées; estimation du coût et de la durée du déminage; autorité responsable du déminage (y compris l'autorité à contacter); institutions agissant au nom de l'autorité; assistance internationale disponible; aide technique et matérielle manquante.

17. Les Hautes Parties contractantes qui ont l'intention de fournir une assistance au titre de l'échange d'informations, de la coopération au déminage ou de la coopération technique devraient donner les renseignements voulus selon la Formule E «Échange international d'informations techniques, coopération au déminage, coopération et assistance techniques».

18. Les Hautes Parties contractantes qui sollicitent l'assistance d'autres parties ou d'organisations ou d'institutions devraient donner les renseignements nécessaires dans leur rapport annuel; par souci de clarté, il leur est recommandé d'employer à cette fin la Formule E.

19. Bien qu'aucune obligation de créer et de gérer des programmes de réadaptation ne découle directement du Protocole, les États parties se sont accordé à reconnaître l'importance du travail des institutions et des organismes et organes des Nations Unies compétents, du CICR et des organisations non gouvernementales dans le domaine des soins chirurgicaux et de la réadaptation des victimes. Pour promouvoir les secours humanitaires et l'aide internationale aux victimes, les Hautes Parties contractantes devraient rendre compte de leurs programmes de réadaptation, gouvernementaux ou autres, qui sont soit en cours, soit prévus de quelque autre manière. Les renseignements fournis pourraient comprendre notamment: le nom de l'autorité ou de l'organisme responsable; le nom de l'autorité chargée de coordonner l'aide nationale et internationale (autorité à contacter); le nombre estimatif de victimes, classées si possible par handicap; une description des opérations; tous autres renseignements susceptibles de promouvoir la fourniture d'une assistance par des tiers⁴.

20. À la date d'établissement du présent document, l'analyse des rapports communiqués en 2012 par 51 États fait ressortir les tendances suivantes:

a) Sur les 98 Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié, 65 États parties ont employé la Formule B pour rendre compte des efforts déployés en matière de déminage et de programmes de réadaptation depuis qu'ils ont été en mesure de présenter des rapports annuels nationaux;

b) Comme les renseignements à consigner dans la Formule B comprennent deux composantes, à savoir les programmes de déminage et les programmes de réadaptation,

⁴ Résumé établi à partir du guide pour la présentation des rapports (« Guide to reporting ») disponible en anglais sur le site Web de la Convention à l'adresse suivante : <http://www.unog.ch/ccw>.

parmi les États qui ont inscrit des éléments d'information sur la Formule B figurent principalement ceux qui apportent une assistance à d'autres États pour leurs programmes de déminage et de réadaptation et – dans une moindre mesure – ceux qui reçoivent une assistance d'autres États ou d'un groupe d'États pour ce type de programmes. Il ne semble pas y avoir de données suffisantes dans les formules communiquées concernant les pays qui reçoivent une assistance d'autres pays. Très probablement, cette lacune est principalement liée au fait que les États qui ont reçu une assistance internationale n'ont pas encore soumis leurs rapports annuels;

c) Au titre des «programmes de déminage», une grande majorité de pays ayant fourni une aide aux États qui en avaient besoin indiquent clairement le calendrier et la durée des programmes ou projets de déminage. Certains ont communiqué des données sur les coûts des projets ainsi que sur le budget et le montant de ressources financières qu'ils comptaient allouer pendant un certain laps de temps à un projet dans une région donnée. Dans certains cas, les États ont aussi indiqué les types de restes explosifs de guerre devant être détruits, comme les mines antipersonnel ou les mines antivéhicule. Dans d'autres cas, les États ont aussi désigné de façon détaillée l'autorité responsable du déminage, en précisant les points de contact. Toutefois, dans leur grande majorité, les États n'ont pas donné cette information. À cet égard, l'État peut vouloir considérer que les renseignements concernant le(s) point(s) de contact déjà énoncés sur la couverture du rapport annuel national suffisent à cette fin;

d) Certains États parties ont aussi donné des renseignements sur diverses institutions qui agissent au nom de l'autorité nationale dans le cadre des efforts de mise en œuvre des programmes de déminage et de réadaptation, à savoir les institutions publiques, les organisations intergouvernementales ou les organisations non gouvernementales;

e) Certains États ont indiqué que la Formule B ne s'appliquait pas à eux car n'étant pas concernés par le problème des mines, ils n'avaient pas à remplir cette partie de la formule de notification. Toutefois, certains États ont indiqué qu'ils n'étaient plus affectés par ce problème parce que des programmes de déminage lourd avaient été mis en œuvre dans le cadre d'une autre Convention interdisant l'utilisation de mines antipersonnel. Dans d'autres cas, les États ont indiqué que leurs autorités avaient trouvé des mines utilisées pendant la Seconde Guerre mondiale et que celles-ci avaient été détruites et comptabilisées;

f) Au titre des programmes de réadaptation, plusieurs pays ont signalé que pendant la période considérée, aucun de leurs nationaux n'avait été victime de mines, de pièges ou d'autres engins explosifs. En outre, un petit nombre de pays ont indiqué qu'ils avaient mis au point et établi diverses activités et principes afin d'assurer une couverture sociale et une réadaptation complète. Dans d'autres cas encore, certains États ont dit que ce volet particulier de la Formule B ne s'appliquait pas à eux car n'étant pas affectés par les mines, ils n'avaient pas de données à communiquer. Ils suggéraient donc au lecteur de passer directement à la Formule E pour trouver des informations sur la coopération internationale dans ce domaine, notamment dans le cas de pays apportant une aide à d'autres pays, comme le proposait le guide pour la présentation des rapports;

g) En conclusion, tous les États qui présentent leurs rapports annuels nationaux et emploient la Formule B l'ont fait correctement, que cette formule leur soit applicable ou non, mais certains États ne fournissent pas nécessairement leurs renseignements dans le strict respect du guide pour la présentation des rapports.

F. Évolution des technologies aux fins de la protection de la population civile contre les effets des mines qui frappent sans discrimination

21. Dans le cadre de l'examen du thème intitulé «Évolution des technologies aux fins de la protection de la population civile contre les effets des mines qui frappent sans discrimination», les États ont été encouragés à donner leur avis sur ce qui pourrait être le meilleur moyen d'examiner à l'avenir ce sujet particulier. Cependant, malgré les efforts intensifs faits par le Coordonnateur pour encourager les États à en débattre, aucune discussion n'a eu lieu sur ce point.

III. Recommandations

22. À la lumière de ce qui précède, la quatorzième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié pourrait prendre les décisions suivantes:

a) Le Groupe d'experts continuera d'examiner le fonctionnement et l'état du Protocole et de se pencher sur les questions que soulèvent les rapports des Hautes Parties contractantes ainsi que sur l'évolution des technologies aux fins de la protection de la population civile contre les effets des mines qui frappent sans discrimination;

b) Le Plan d'action visant à promouvoir l'universalité de la Convention et des Protocoles y annexés est le mécanisme pertinent pour renforcer l'intérêt porté à ces instruments par les États non parties. Sur cette base, la Conférence encourage les États parties et l'Unité d'appui à l'application à intensifier leurs efforts pour appliquer ledit plan d'action, en particulier en organisant davantage de séminaires nationaux et régionaux visant à promouvoir et à faire mieux comprendre la Convention et ses Protocoles;

c) Les Hautes Parties contractantes à la Convention sur certaines armes classiques poursuivront leurs contacts avec les Hautes Parties contractantes au Protocole II initial qui ne sont pas encore parties au Protocole II modifié pour les encourager à le devenir, et faciliter ainsi l'extinction du Protocole II initial. Toute mesure relative à l'extinction du Protocole II initial devra être prise avec l'accord des Hautes Parties contractantes audit Protocole;

d) Le Groupe d'experts examinera le guide pour la présentation des rapports compte tenu des évolutions et des progrès survenus dans le domaine de la lutte antimines depuis l'adoption du Protocole;

e) Le Groupe d'experts analysera l'exécution par les États parties de leur obligation de présenter des rapports annuels nationaux et étudiera le contenu de ceux-ci en se penchant sur l'information présentée sous la Formule C «Exigences techniques et informations utiles y relatives de réadaptation».